

FOR IMMEDIATE RELEASE:

McGill Students Stop Board of Governors Meeting

Students demand community consultation regarding motion to end divestment debate.



Montreal (December 13): Last night, students at McGill disrupted a meeting of the McGill Board of Governors to prevent a motion that would make it impossible for the University to use its endowment to advance social and political causes.

The Board's agenda included a proposal to amend the mandate of the Committee to Advise on Matters of Social Responsibility (CAMSR), the unelected committee responsible for evaluating the ethics behind certain investments, to include a provision that would prevent the committee from "using the University's resources to advance social or political causes..."¹, effectively ruling out any question of socially responsible divestment for the next five years.

About a dozen students disrupted the event through song and demanded that the proposed amendment be tabled until the issue was brought forward in a community consultation session.

¹ https://www.mcgill.ca/boardofgovernors/files/boardofgovernors/12_gd17-25_nomgovet_report.pdf . 14.

The Board of Governors provided a partial concession in voting to postpone the motion so that the governors could review the report further and provide feedback.

The students considered this concession to be inadequate because it amounted to refusal on the part of the Board to hold a community consultation on the amendment. Erupting in song once more, the Board decided to adjourn the meeting prematurely, instead of motioning for community consultation.

Half the students were members of Divest McGill, a campaign seeking to pressure the McGill administration to divest from fossil fuel corporations in the University endowment, citing the harm such companies inflict on Indigenous peoples in the extraction and refinement of fossil fuels, as well as the harmful global consequences caused by evergreater carbon emissions on the climate system. Other students were associated with Solidarity for Palestinian Human Rights, which advocates against the University's investment in corporations such as RE/MAX that finance illegal Israeli settlements in the Occupied Palestinian Territories.

One Divest McGill organizer, Annabelle Couture-Guillet, condemned the proposed amendment: "McGill calling upon political and social neutrality to avoid facing moral obligations is irresponsible. In 2017, such so-called neutrality can no longer be a justification for inaction."

Another, Jed Lenetsky, denounced the Board's decision to propose the amendment without community consultation "as a shameful attempt on the part of the McGill administration to silence community voices. The Board is attempting to give CAMSR the authority to unilaterally dismiss any request for divestment by deeming it too political, regardless of ethics or morality. We are proud of our actions today and we will continue to bring our values and voices to the Board, as long as they continue to dismiss ours."

While Divest McGill is disappointed by the administration's refusal to hold community consultations on this issue, they are more motivated than ever to keep fighting for fossil fuel divestment and will continue to advocate for democratic and transparent decision making at the University's highest level alongside its many community allies.

Background:

Divest McGill has campaigned for the past five-years to pressure McGill to divest from Fossil Fuel Corporations in the University endowment, arguing that such investments cause "grave social injury", the clause against which CAMSR decides what investments are socially responsible.² Divestment is a worldwide campaign that asks institutions to withdraw their investments from the fossil fuel industry because of its social and environmental harm. So far, over [800 institutions](#) committed to divest over [\\$5.5 trillion](#) in capital.

² https://www.mcgill.ca/boardofgovernors/files/boardofgovernors/gd15-44_camsr_report_0.pdf section 5.

Contacts:

Jed Lenetsky (English)

(347) 581-4697

jedlenetsky@gmail.com

Annabelle Couture-Guillet (French)

(438) 501-4425

annabl.cg@gmail.com

POUR PUBLICATION IMMÉDIATE

Les étudiants de McGill arrêtent une rencontre du conseil des gouverneurs

Les étudiants demandent que la communauté soit consultée au sujet d'une motion qui stopperait le débat sur le désinvestissement des énergies fossiles



Montréal (13 décembre) : Hier soir, les étudiants de McGill ont interrompu une réunion du conseil des gouverneurs, alors que ses membres s'apprêtaient à approuver une proposition qui rendrait impossible l'utilisation des ressources monétaires de l'Université pour l'avancement de toute cause sociale ou politique.

Le conseil des gouverneurs s'apprêtrait à approuver la révision du cadre de référence du Comité de recommandation en matière de responsabilité sociale (CAMSR), un comité non élu qui a pour

mandat d'évaluer l'éthique de certains investissements. Ce dernier voulait ajouter à son mandat une disposition qui lui interdirait de « se servir des ressources de l'Université » pour l'avancement de causes politiques et sociales spécifiques », éliminant du coup toute question de désinvestissement socialement responsable au cours des cinq prochaines années.

Environ une douzaine d'étudiants de l'Université de McGill ont interrompu la rencontre du conseil des gouverneurs en chantant et ont demandé au conseil de suspendre l'approbation des recommandations du CAMSR jusqu'à ce que la communauté ait été consultée adéquatement. Le conseil des gouverneurs a voté à ce moment pour repousser l'approbation de cette modification, pour laisser le temps à d'autres membres du comité de l'étudier plus attentivement.

Les étudiants considèrent que cette concession est insuffisante, car le conseil refuse toujours de consulter la communauté à cet égard, et ils ont continué à chanter. Le conseil des gouverneurs a alors procédé à la clôture de leur rencontre, sans voter pour une consultation ouverte au public pour discuter des problèmes du nouveau mandat proposé par le CAMSR.

La moitié des étudiants présents étaient membres de Divest McGill, une campagne qui vise à mettre de la pression envers l'administration de McGill afin que celle-ci élimine de son fonds de dotation les compagnies pétrolières qui infligent de graves sévices aux membres des Premières nations et contribuent grandement à la gravité des changements climatiques. D'autres étudiants présents étaient associés au mouvement de solidarité pour les droits des Palestiniens, un groupe qui plaide contre les investissements de McGill dans des compagnies telles RE/MAX qui financent l'occupation israélienne illégale des territoires palestiniens

Une organisatrice de Divest McGill, Annabelle Couture-Guillet, inquiète des changements proposés au mandat, déclare : « Invoquer la neutralité politique et sociale pour se soustraire à ses obligations morales est irresponsable de la part de McGill. En 2017, une telle prétention de neutralité n'est plus valable pour justifier l'inaction. »

Un autre, Jed Lenetsky, dénonce la décision du conseil des gouverneurs de vouloir procéder sans consulter la communauté. Il explique : « Les événements d'aujourd'hui représentent une tentative honteuse de la part de l'administration de McGill pour museler la voix des étudiants. Le conseil essaie de se donner les moyens de refuser toute demande de désinvestissement en décrétant qu'il s'agit d'un sujet trop politique, sans considération éthique ou morale. Nous sommes fiers de ce que nous avons fait aujourd'hui et nous continuerons de faire part de nos valeurs et de nos opinions au conseil tant qu'il continuera de les ignorer. »

Bien que Divest McGill soit déçu que l'administration refuse de consulter la communauté sur ce sujet, ce groupe est motivé plus que jamais à militer pour le désinvestissement des énergies fossiles et à réclamer un processus décisionnel démocratique et transparent aux paliers les plus hauts de l'Université, en partenariat avec ses nombreux alliés communautaires.

Contexte :

Depuis cinq ans, Divest McGill fait pression sur l'administration de McGill pour que l'Université élimine les sociétés d'énergie fossile de son fonds de dotation, en raison de leurs impacts néfastes sur la société. Le mouvement s'oppose à la proposition du CAMSR qui permettrait au comité de décider de ce qui constitue un investissement socialement responsable.

Le Désinvestissement est une campagne mondiale qui demande aux institutions de retirer leurs investissements du secteur des énergies fossiles qui a des répercussions nocives sur la société et l'environnement. Jusqu'à présent, plus de [800 institutions](#) ont désinvesti plus de [5,5 trillions \\$](#).

Contacts :

Jed Lenetsky (anglais)

(347) 581-4697

jedlenetsky@gmail.com

Annabelle Couture-Guillet (français)

(438)501-4425

annabl.cg@gmail.com